



ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETE n° 2025/050 : Portant réglementation provisoire du stationnement, rue Brongniart

Le Maire de la Ville de Sèvres,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2022/389 du 15 novembre 2022 portant délégation générale et permanente de signature à Monsieur Hermann LE BAS, Directeur Général Adjoint des Services,

Considérant qu'il y a lieu de faciliter le bon déroulement des travaux de réfection des places de stationnement, rue Brongniart,

ARRETE :

ARTICLE 1. STATIONNEMENT

Du lundi 3 mars 2025 au vendredi 7 mars 2025, les dispositions suivantes sont prises rue Brongniart :

- le stationnement des véhicule est interdit sur les emplacements compris entre l'avenue Henri Régnauld et l'avenue de la Division Leclerc,
- La circulation des véhicules est interdite. En conséquence une déviation est mise en place : Par l'avenue Henri Régnauld et l'avenue de la Division Leclerc.

ARTICLE 2.

Tout véhicule contrevenant à ces dispositions sera verbalisé et emmené à la fourrière.

ARTICLE 3.

Les signalisations réglementaires sont mises en place par l'entreprise EUROVIA, 48 avenue Gabriel Péri 78360 MONTESSON. le chantier s'effectue sous le contrôle de Madame Ghita KAMIL - Tél : 07.65.18.55.13. Pendant les travaux, la responsable doit assurer la circulation sécurisée des piétons et l'accès des riverains.

Hôtel de Ville
54, Grande Rue
BP 76
92311 Sèvres Cedex

☎ 01 41 14 10 10

📠 01 75 19 41 20

PUBLIE PAR VOIE ELECTRONIQUE LE :

26 FEV. 2025

ARTICLE 4.

Madame la Directrice des services techniques de la Mairie,

Monsieur le Directeur des services techniques de l'établissement public territorial Grand Paris
Seine Ouest,

Madame le Commissaire de Police,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sèvres, le 26 février 2025.

NB : Conformément aux articles R.421-1 et R.421-5 du code de la justice administrative, le présent acte est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE, dans un délai de deux mois à compter de sa notification/publication. Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire de l'acte. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux.

Pour le Maire et par délégation,



Hermann LE BAS

Le Directeur Général Adjoint des Services